

**Arrêté préfectoral du 23 AOUT 2023**  
**complémentaire à l'arrêté préfectoral du 15 décembre 2009**  
**autorisant la SAS GALLES**  
**à exploiter un élevage de poules pondeuses**  
**sur le territoire de la commune de Lescout**

Le préfet du Tarn,

**Vu** la décision (UE) 2017/302 de la Commission du 15 février 2017 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs, au titre de la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles, dite directive « IED » ;

**Vu** le code de l'environnement, et notamment ses articles L.123-19-2, L.181-3, L.181-14, R.181-45 et R.181-46 ;

**Vu** le décret du Président de la République du 26 janvier 2022 portant nomination de monsieur François-Xavier LAUCH en qualité de préfet du Tarn ;

**Vu** le décret du Président de la République du 28 mai 2018 portant nomination de monsieur François PROISY, sous-préfet de Castres ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 30 juin 2023 portant délégation de signature à monsieur François PROISY, sous-préfet de Castres ;

**Vu** l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 27 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 15 décembre 2009 autorisant la SAS GALLES à exploiter un élevage de poules pondeuses sur le territoire de la commune de Lescout (81110) ;

**Vu** le porter-à-connaissance adressé au préfet du Tarn par la SAS GALLES le 27 juin 2014 concernant son élevage de poules pondeuses ;

**Vu** le courrier du 1<sup>er</sup> juillet 2014 actant le caractère non substantiel de la modification du 27 juin 2014 ;

**Vu** le porter-à-connaissance adressé au préfet du Tarn par la SAS GALLES et la SARL FERME DE L'AUTAN le 31 janvier 2017 concernant l'élevage de poules pondeuses ;

**Vu** le courrier du 20 mars 2017 actant le caractère non substantiel de la modification du 31 janvier 2017 ;

**Vu** le porter-à-connaissance adressé au préfet du Tarn par la SAS GALLES le 26 décembre 2022 concernant son élevage de poules pondeuses, complété le 24 février 2023 ;

**Vu** le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur en date du 30 mars 2023 conformément à l'article R.181-45 du code de l'environnement ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 5 mai 2023 ;

**Vu** l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du 16 juin 2023 ;

**Considérant** que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R.181-46 du code de l'environnement ;

**Considérant** les observations apportées par le demandeur de ce projet le 5 avril 2023 ;

**Considérant** qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires ;

*Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture du Tarn*

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> : société exploitante**

La SAS GALLES est autorisée à exploiter, sur le territoire de la commune de Lescout (81110), au lieu-dit La Bouriette, un élevage de poules pondeuses au titre de la rubrique 3660-a de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Cette société est tenue de respecter, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance du préfet du Tarn, les dispositions des articles suivants.

### **Article 2 : dispositions applicables**

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant accompagnant sa demande du 26 décembre 2022 et tous documents transmis dans le cadre du porter-à-connaissance sus-visé, sous réserve du respect des prescriptions de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3660 de la nomenclature des installations classées.

Elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté et les réglementations autres en vigueur.

### **Article 3 : modifications apportées à l'acte antérieur**

Les prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 15 décembre 2009 chapitres 1.1, 1.2, 1.3 et 3.6.1 sont modifiées et complétées de la manière suivante :

#### ***BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION***

La SAS GALLES, dont le siège social est situé à Lescout, sous réserve du respect des prescriptions énoncées ci-après, est autorisée à exploiter sur le territoire de la commune de Lescout au lieu-dit La Bouriette :

- un élevage de 186 000 poules pondeuses, soit 186 000 emplacements ;
- les installations annexes précisément définies ci-après, présentées dans le dossier de demande comme nécessaires au bon fonctionnement de l'unité.

#### ***CONSISTANCE DES INSTALLATIONS AUTORISÉES***

- L'effectif de poules plein air s'élève à 30 000 poules au lieu de 51 000 dans le bâtiment V081ACM (anciennement P1).
- Les bâtiments d'élevage sont renommés par leur code INUAV de la manière suivante, le mode d'élevage est précisé :
  - P1 = V081ACM, élevage de plein air, 1 680 m<sup>2</sup> pouvant contenir 30 000 poules pondeuses,
  - P2 = V081ACS, élevage au sol, 1 116 m<sup>2</sup>, pouvant contenir 30 000 poules pondeuses,
  - P3 = V081CDM, élevage en cage, 1 575 m<sup>2</sup>, pouvant contenir 76 000 poules pondeuses,
  - P4 = V081COA, élevage de plein air, 1 488 m<sup>2</sup>, pouvant contenir 20 000 poules pondeuses,
  - P5 = V081CYH mode d'élevage de plein air pouvant contenir 30 000 poules pondeuses.
- L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes est organisé de la façon suivante :
  - ✓ 5 poulaillers visés ci-dessus ;
  - ✓ un bâtiment F1 de traitement des fientes par séchage et valorisation en amendements organiques de 375 m<sup>2</sup> ;
  - ✓ un bâtiment F2 de traitement des fientes par séchage de 1 200 m<sup>2</sup> abritant une chaîne de granulation et les produits conditionnés (amendements organiques) ;
  - ✓ un bâtiment F3 de traitement des fientes par séchage et valorisation en amendements organiques de 420 m<sup>2</sup> ;
  - ✓ un centre d'emballage et de conditionnement des œufs abritant également les locaux administratifs. Ce bâtiment est issu de la transformation d'un centre de

collecte de 144 m<sup>2</sup> préexistant et du poulailler P420 de 660 m<sup>2</sup> sur fosse profonde, qui contenait 7 830 poules pondeuses ;

✓ un local d'équarrissage E1.

- Le volume de stockage des emballages représente 100 m<sup>3</sup> ;
- Le volume de stockage des 6 silos d'aliment est de 250 m<sup>3</sup> ;
- Les produits présents sur le site sont :
  - ✓ du fuel pour une quantité de 2,4 m<sup>3</sup>, de l'huile moteur et du fluide de refroidissement ;
  - ✓ des médicaments vétérinaires, des produits phytosanitaires et produits d'entretien ;
  - ✓ des cadavres d'animaux et déchets d'emballage.
- La puissance des installations de réfrigération et de compression est de 8 kW ;
- La puissance des 2 groupes électrogènes est de 380 kW,
- La puissance du matériel de granulation des fientes est inférieure à 100 kW.

#### **EMPLACEMENT DES INSTALLATIONS**

Les installations autorisées sont implantées sur les parcelles cadastrales suivantes : ZC 131, ZC 74, ZC 75, ZC 76, ZC 78, ZC 79, ZC 83, ZC 86, ZC 87, ZC 88, ZC 129, ZC 136, ZC 182, ZC 187, ZC 192, ZC 193, ZC 201 et ZC 202 au lieu-dit la Bouriette sur le territoire de la commune de Lescout (81110).

#### **GESTION DES EFFLUENTS D'ÉLEVAGE**

Dans les volières, les fientes sont collectées par trois niveaux de tapis qui transportent les fientes du poulailler V081ACM pour in fine une valorisation en amendements organiques granulés dans le bâtiment F2. Les fientes sont pré-séchées sur les tapis puis séchées dans le tunnel de séchage extérieur existant du poulailler V081ACM. Au sol, entre les systèmes de volières, les fientes forment une litière qui est nettoyée par raclage puis convoyée dans le système de séchage à 90 % de matière sèche. Les fientes sont ensuite stockées granulées pour produire des amendements organiques NFU 42001.

Le tunnel de séchage des fientes et les bâtiments de traitement des fientes (F1 et F2) ont été initialement dimensionnés pour un effectif de 51 000 poules. Cet effectif va passer à 30 000 poules et donc générer moins de fiente. Le dimensionnement du matériel s'avère ainsi suffisant.

#### **Article 4 : classement des activités**

Les installations autorisées sont visées à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sous les rubriques suivantes :

| Rubriques ICPE |   | Situation autorisée                           |        |
|----------------|---|---|--------|
| n°             | Intitulé  | Nature des installations et volume d'activité | Régime |
| <b>3660-a</b>  | Élevage intensif de volailles ou de porcs :<br>a) Avec plus de 40 000 emplacements pour les volailles   | Volume autorisé :<br>186 000 emplacements     | A*     |
| <b>2170</b>    | Engrais, amendement et supports de culture (fabrication des) à partir de matières organiques, à l'exclusion des rubriques 2780 et 2781 :<br><br>2. Lorsque la capacité de production est supérieure ou égale à 1 t/j et inférieure à 10 t/j | Volume autorisé : 9,4 t/j                     | D*     |

A\* : Autorisation

D\* : Déclaration

L'élevage est classé au titre de la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles, dite directive "IED". Au sens de l'article R.515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale de l'exploitation est la rubrique 3660 et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF – IRPP (document de référence sur les meilleures techniques disponibles dans l'Union européenne concernant les élevages intensifs de volailles et de porcins).

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec l'activité d'élevage soumise à autorisation à modifier notablement les dangers ou inconvénients de cette installation, conformément à l'article L.181-1 du code de l'environnement.

## Article 5 : sanctions

Si les prescriptions fixées par le présent arrêté ne sont pas respectées, indépendamment des sanctions pénales, les sanctions administratives prévues par le code de l'environnement peuvent être appliquées.

Toute mise en demeure, prise en application du code de l'environnement et des textes en découlant, non suivie d'effet, constitue un délit.

## Article 6 : publicité

En vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Lescout et peut y être consultée,
- un extrait de cet arrêté est affiché dans cette mairie pendant une durée minimum d'un mois,
- un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et adressé à la préfecture du Tarn,

- l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Tarn pendant une durée minimale de quatre mois.

### **Article 7 : délais et voies de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article R.181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré devant le tribunal administratif de Toulouse :

1. par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle le présent arrêté lui a été notifié ;
2. par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage du présent arrêté.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage. Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête via l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### **Article 8 : exécution**

Le secrétaire général de la préfecture, la directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations du Tarn sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Castres, le **23 AOUT 2023**

**Pour le préfet, par délégation  
Le sous-préfet de Castres**

  
**François PROISY**